

Mauvais Belges! – La répression du contre-espionnage allemand en Belgique après la première guerre mondiale.

Le 4 août 1914 les troupes allemandes envahissent la Belgique. Ce viol de la neutralité belge fait éclater la première guerre mondiale. Pendant plus de quatre ans, la population belge est exposée à la tyrannie des Allemands. Beaucoup résistent, certains se laissent séduire. Ils sont recrutés par les Allemands et se rendent ainsi coupables de crime contre la sûreté extérieure de l'Etat belge. La guerre finie, ces *mauvais Belges*¹ sont poursuivis en justice. La population souhaite que tous ceux qui ont collaboré avec l'ennemi soit punis. Il y a une catégorie de traîtres qui ne doit absolument pas échapper à la justice: l'espion à la solde des Boches.

Les parquets militaires et civils commencent immédiatement à enquêter, à arrêter et à juger les traîtres. Dans un premier temps les contre-espions sont jugés devant les tribunaux militaires, vu que ceux-ci sont compétents en temps de guerre. Par la suite - à partir du 30 septembre 1919 - , les faits de contre-espionnage, comme tous les autres crimes contre la sûreté de l'Etat, sont jugés par les tribunaux civils.

Les contre-espions sont punis sur la base de l'article 116 Code pénal ordinaire. Cet article stipule que *“quiconque aura méchamment livré ou communiqué à une puissance ennemie ou à toute personne agissant dans l'intérêt d'une puissance ennemie des objets, plans, écrits, documents ou renseignements dont le secret vis-à-vis de l'ennemi intéresse la défense du territoire ou la sûreté de l'Etat sera puni de la détention perpétuelle”*. La jurisprudence comprend les concepts tels que “objets”, “écrits” et “renseignements” au sens large. Par conséquent toutes les informations transférées peuvent tomber sous l'application de l'article 116 Code pénal ordinaire si elles répondent à deux conditions: si d'une part elles concernent la défense du territoire ou la sécurité de l'Etat et si d'autre part elles doivent être tenues secrètes vis-à-vis de l'ennemi. Malgré cette interprétation, certains contre-espions parviennent à échapper à la justice.

Les dossiers judiciaires montrent que les activités des espions à la solde de l'Allemagne étaient très variées. Ils étaient impliqués dans la détection des réseaux alliés spécialisés dans le passage de la frontière, dans la circulation discrète de lettres entre militaires belges engagés sur le front et leur famille restée en pays occupé ou encore surveillaient la diffusion de tracts clandestins. Par le biais de l'infiltration, de la surveillance, du moutonnage² et de la dénonciation le contre-espion recueillait des informations sur les agents alliés. Dès qu'il avait accumulé suffisamment de preuves, il organisait une perquisition ou tendait un piège. Ainsi, les *vrais belges* furent neutralisés.

¹ C'est le terme que le baron Paul de Moffarts utilisait le 2 juillet 1919 au Sénat pour référer aux inciviques de la Première Guerre Mondiale (*Ann. Parl. Sénat 1918-1919*, 2 juillet 1919, 413).

² Les moutons sont des personnes qui ont accepté de travailler pour les Allemands et qui, incarcérés avec d'autres détenus, tentaient d'obtenir leurs confidences après avoir gagné leur confiance.